

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Huntingdon

Code géographique : 69055

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Johanne Hébert, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Huntingdon pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2017-05-23

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Huntingdon et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Huntingdon et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Huntingdon inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Salaberry-de-Valleyfield

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A116447

DATE 2017-05-23

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	2 663 047	2 644 651	2 767 241			2 767 241
Compensations tenant lieu de taxes	2	257 278	278 975	228 519			228 519
Quotes-parts	3					60 068	
Transferts	4	300 126	371 540	404 420		10 383	414 803
Services rendus	5	1 004 849	972 920	928 300		47 858	976 158
Imposition de droits	6	52 325	42 000	81 167			81 167
Amendes et pénalités	7	5 956	5 000	7 586			7 586
Intérêts	8	58 144	20 000	16 211		3	16 214
Autres revenus	9	33 038	3 000	63 218		8 090	71 308
	10	4 374 763	4 338 086	4 496 662		126 402	4 562 996
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	36 718		82 669			82 669
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15	2 795		53 748			53 748
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	39 513		136 417			136 417
	18	4 414 276	4 338 086	4 633 079		126 402	4 699 413
Charges							
Administration générale	19	1 031 608	795 687	810 390	20 862		831 252
Sécurité publique	20	314 706	350 932	320 630	47 874		368 504
Transport	21	582 450	457 184	488 261	142 568	28 562	612 028
Hygiène du milieu	22	984 466	1 049 416	1 021 984	475 876		1 497 860
Santé et bien-être	23	19 366	48 218	45 133			45 133
Aménagement, urbanisme et développement	24	891 367	805 453	912 567	1 913		914 480
Loisirs et culture	25	169 378	187 364	172 175	26 481	50 840	236 791
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	305 973	217 557	271 861		2 339	274 200
Amortissement des immobilisations	28	726 444	630 161	715 574	(715 574)		
	29	5 025 758	4 541 972	4 758 575		81 741	4 780 248
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(611 482)	(203 886)	(125 496)		44 661	(80 835)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014	Budget 2015	Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(611 482)	(203 886)	(125 496)	44 661	(80 835)
Moins: revenus d'investissement	2	(39 513)	()	(136 417)	()	(136 417)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(650 995)	(203 886)	(261 913)	44 661	(217 252)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	726 444	630 161	715 574	13 051	728 625
Produit de cession	5			5 303		5 303
(Gain) perte sur cession	6			23 808		23 808
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	726 444	630 161	744 685	13 051	757 736
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	7 552		49 242		49 242
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	7 552		49 242		49 242
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	1 203 000			(2 744)	(2 744)
Remboursement de la dette à long terme	17	(240 526)	(394 795)	(367 684)	(3 247)	(370 931)
	18	962 474	(394 795)	(367 684)	(5 991)	(373 675)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(398 916)	(31 480)	(119 611)	(5 826)	(125 437)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	(948 000)				
Excédent de fonctionnement affecté	21	267		1 533		1 533
Réserves financières et fonds réservés	22	11 476				
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	171 861		(10 317)		(10 317)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(1 163 312)	(31 480)	(128 395)	(5 826)	(134 221)
	26	533 158	203 886	297 848	1 234	299 082
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	(117 837)		35 935	45 895	81 830

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	39 513			136 417		136 417
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	()	(54 984)	(29 518)	()	()	(29 518)
Sécurité publique	3	(10 142)	(30 504)	(16 376)	()	()	(16 376)
Transport	4	(55 746)	()	()	()	()	()
Hygiène du milieu	5	(185 418)	(43 543)	(23 376)	()	()	(23 376)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(9 482)	(2 449)	(1 315)	()	()	(1 315)
Loisirs et culture	8	(192 558)	()	()	(5 826)	()	(5 826)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	()
	10	(453 346)	(131 480)	(70 585)	(5 826)	()	(76 411)
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	(587 116)	()	(203 636)	()	()	(203 636)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()	()
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 717 720		400 000			400 000
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	398 916	31 480	119 611	5 826		125 437
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15						
Excédent de fonctionnement affecté	16						
Réserves financières et fonds réservés	17						
	18	398 916	31 480	119 611	5 826		125 437
	19	1 076 174	(100 000)	245 390			245 390
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	1 115 687	(100 000)	381 807			381 807

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014	Budget 2015	Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(611 482)	(203 886)	(125 496)	44 661	(80 835)
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	(453 346)	(131 480)	(70 585)	(5 826)	(76 411)
Produit de cession	3			5 303		5 303
Amortissement	4	726 444	630 161	715 574	13 051	728 625
(Gain) perte sur cession	5			23 808		23 808
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	273 098	498 681	674 100	7 225	681 325
Variation des propriétés destinées à la revente	8	1 005 764		(99 470)		(99 470)
Variation des stocks de fournitures	9	(5 162)		(11 434)	(994)	(12 428)
Variation des autres actifs non financiers	10	(12 976)		8 881	(1 520)	7 361
	11	987 626		(102 023)	(2 514)	(104 537)
	12	649 242	294 795	446 581	49 372	495 953
Gains (pertes) de réévaluation nets	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	649 242	294 795	446 581	49 372	495 953
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(6 638 542)		(5 989 300)	(132 786)	(6 122 086)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16					
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(6 638 542)		(5 989 300)	(132 786)	(6 122 086)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(5 989 300)		(5 542 719)	(83 414)	(5 626 133)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2014		2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	325 236		9 735	9 735
Placements temporaires	2				
Débiteurs (note 5)	3	2 710 524	2 693 996	112 499	2 806 495
Prêts (note 6)	4				
Placements de portefeuille (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8	1 585 328	1 640 252		1 640 252
	9	4 621 088	4 334 248	122 234	4 456 482
PASSIFS					
Découvert bancaire	10		33 315	882	34 197
Emprunts temporaires (note 10)	11	1 803 435	1 520 439	48 288	1 568 727
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 039 520	661 589	30 768	692 357
Revenus reportés (note 12)	13	85 127	92 915	65 712	158 627
Dette à long terme (note 13)	14	7 682 306	7 568 709	59 998	7 628 707
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	10 610 388	9 876 967	205 648	10 082 615
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(5 989 300)	(5 542 719)	(83 414)	(5 626 133)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	15 927 781	15 253 681	212 486	15 466 167
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	3 390 375	3 489 845		3 489 845
Stocks de fournitures	20	25 018	36 452	3 516	39 968
Autres actifs non financiers (note 17)	21	12 976	4 095	1 546	5 641
	22	19 356 150	18 784 073	217 548	19 001 621
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	(15 774)	(7 811)	17 090	9 279
Excédent de fonctionnement affecté	24	59 680	86 119	1 778	87 897
Réserves financières et fonds réservés	25	776	776		776
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(1 412 051)	(1 307 034)		(1 307 034)
Financement des investissements en cours	27	(566 512)	(184 705)		(184 705)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	15 300 731	14 654 009	115 266	14 769 275
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	13 366 850	13 241 354	134 134	13 375 488

¹ 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(611 482)	(125 496)	44 661	(80 835)
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	726 444	715 574	13 051	728 625
Autres					
-	3				
- Gain/perte sur cession d'immob	4		23 808		23 808
	5	114 962	613 886	57 712	671 598
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	490 561	16 528	(22 938)	(33 454)
Autres actifs financiers	7	(1 585 328)	(54 924)		(54 924)
Créditeurs et charges à payer	8	(17 301)	(377 931)	(265)	(351 152)
Revenus reportés	9	(170 052)	7 788	(4 737)	3 051
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11	1 005 764	(99 470)		(99 470)
Stocks de fournitures	12	(5 162)	(11 434)	(994)	(12 428)
Autres actifs non financiers	13	(12 976)	8 881	(1 520)	7 361
	14	(179 532)	103 324	27 258	130 582
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15	(453 346)	(70 585)	(5 826)	(76 411)
Produit de cession	16		5 303		5 303
	17	(453 346)	(65 282)	(5 826)	(71 108)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18				
Remboursement ou cession	19				
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20				
Cession	21				
Variation nette des placements temporaires	22				
	23				
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24	3 670 000	400 000		400 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(292 445)	(529 272)	(3 247)	(532 519)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(2 747 438)	(282 996)	(16 768)	(299 764)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(33 828)	15 675		15 675
Autres					
-	28				
-	29				
	30	596 289	(396 593)	(20 015)	(416 608)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(36 589)	(358 551)	1 417	(357 134)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	361 825	325 236	7 436	332 672
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	325 236	(33 315)	8 853	(24 462)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
					<u>Total</u>	
					<u>consolidé¹</u>	
Rémunération	1	995 224	1 004 185	1 061 737	17 557	1 079 294
Charges sociales	2	204 801	231 055	221 929	2 464	224 393
Biens et services	3	2 148 867	2 153 570	2 170 960	45 134	2 216 094
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	148 979	176 117	191 463	2 076	193 539
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	9 524	40 940	24 508		24 508
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	147 470	500	55 890	263	56 153
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	294 202	192 721	188 475		128 407
Autres	10					
Autres organismes	11	35 233	112 723	64 294		64 294
Amortissement des immobilisations	12	726 444	630 161	715 574	13 051	728 625
Autres						
- Créances irrécouvrables	13	63 491		7 032	1 196	8 228
- Autres	14	251 523		56 713		56 713
-	15					
	16	5 025 758	4 541 972	4 758 575	81 741	4 780 248

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014 Redressées note 20
Revenus				
Taxes	1	2 644 651	2 767 241	2 663 047
Compensations tenant lieu de taxes	2	278 975	228 519	257 278
Quotes-parts	3			
Transferts	4	367 740	497 472	353 892
Services rendus	5	976 720	976 158	1 120 716
Imposition de droits	6	42 000	81 167	52 325
Amendes et pénalités	7	5 000	7 586	5 956
Intérêts	8	20 000	16 214	57 744
Autres revenus	9	42 979	125 056	40 192
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	4 378 065	4 699 413	4 551 150
Charges				
Administration générale	12	819 038	831 252	1 054 625
Sécurité publique	13	398 955	368 504	362 841
Transport	14	551 261	612 028	843 822
Hygiène du milieu	15	1 477 721	1 497 860	1 465 574
Santé et bien-être	16	48 218	45 133	19 366
Aménagement, urbanisme et développement	17	807 103	914 480	893 018
Loisirs et culture	18	255 391	236 791	218 178
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	224 264	274 200	311 000
	21	4 581 951	4 780 248	5 168 424
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(203 886)	(80 835)	(617 274)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		13 456 323	14 110 787
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			(37 190)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		13 456 323	14 073 597
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		13 375 488	13 456 323

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014 Redressées note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(203 886)	(80 835)	(617 274)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 () (76 411) (453 516)
Produit de cession	3		5 303	
Amortissement	4		728 625	741 973
(Gain) perte sur cession	5		23 808	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		681 325	288 457
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(99 470)	1 005 764
Variation des stocks de fournitures	9		(12 428)	(7 684)
Variation des autres actifs non financiers	10		7 361	(12 917)
	11		(104 537)	985 163
	12	(203 886)	495 953	656 346
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(203 886)	495 953	656 346
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(6 122 086)	(6 778 432)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(6 122 086)	(6 778 432)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(5 626 133)	(6 122 086)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	9 735	332 892
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	2 806 495	2 773 041
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8	1 640 252	1 585 328
	9	4 456 482	4 691 261
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	34 197	220
Emprunts temporaires (note 10)	11	1 568 727	1 868 491
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	692 357	1 043 509
Revenus reportés (note 12)	13	158 627	155 576
Dette à long terme (note 13)	14	7 628 707	7 745 551
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	10 082 615	10 813 347
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(5 626 133)	(6 122 086)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	15 466 167	16 147 492
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	3 489 845	3 390 375
Stocks de fournitures	20	39 968	27 540
Autres actifs non financiers (note 17)	21	5 641	13 002
	22	19 001 621	19 578 409
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	13 375 488	13 456 323

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
			Redressées note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(80 835)	(617 274)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	728 625	741 973
Autres			
- Redressement	3		(109 875)
- Gain/perte sur cession d'immob	4	23 808	
	5	671 598	14 824
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(33 454)	437 955
Autres actifs financiers	7	(54 924)	(1 585 328)
Créditeurs et charges à payer	8	(351 152)	40 529
Revenus reportés	9	3 051	(106 799)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	(99 470)	1 005 764
Stocks de fournitures	12	(12 428)	(7 684)
Autres actifs non financiers	13	7 361	(12 917)
	14	130 582	(213 656)
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(76 411)	(453 516)
Produit de cession	16	5 303	
	17	(71 108)	(453 516)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		
	23		
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	400 000	3 670 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(532 519)	(296 068)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(299 764)	(2 763 737)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	15 675	(33 828)
Autres			
- Redressement - Dette régie	28		66 868
-	29		
	30	(416 608)	643 235
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(357 134)	(23 937)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	332 672	356 609
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	(24 462)	332 672

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Huntingdon est constituée en vertu de la Loi sur les Cités et Villes (L.R.Q., c.C-19) et ses amendements.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe aux partenariats suivants: le Conseil intermunicipal de transport du Haut-Saint-Laurent et la Régie intermunicipale de la patinoire de Huntingdon.

Les comptes de la ville et des organismes compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le 1er mars 2015, la Ville de Huntingdon s'est retirée du Conseil intermunicipal de transport du Haut-Saint-Laurent. Le taux de participation de la ville dans les opérations du Conseil intermunicipal de transport du Haut-Saint-Laurent pour l'exercice est de 7,32%.

Au 1er janvier 2014, la Ville de Huntingdon a réintégré la Régie intermunicipale de la patinoire de Huntingdon. Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Régie intermunicipale de la patinoire de Huntingdon pour l'exercice est de 14,94 % faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 13,03 % en début d'exercice à 13,14 % à la fin de l'exercice.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêt sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Huntingdon, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente et la durée d'utilité des immobilisations.

C) Actifs financiers

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

E) Actifs non financiers

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Stocks

Les stocks sont présentés à l'actif de la ville et sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé par la méthode de l'épuisement successif (FIFO).

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	Linéaire	- 15, 20, 30 et 40 ans
Bâtiments	Linéaire	- 15, 30 et 40 ans
Véhicules	Linéaire	- 10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	Linéaire	- 5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	Linéaire	- 10 et 20 ans

F) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Financement à long terme des activités de fonctionnement :

-pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

Mesure relative aux frais reportés liés au rôle d'évaluation:

-sur la durée du rôle d'évaluation.

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Engagements

L'engagement contracté envers un tiers de se procurer un bien ou un service n'est pas considéré comme une transaction de dépenses. La comptabilisation de la charge se fait lorsque les biens ou les services sont reçus ou rendus.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Sites contaminés

Le 1er janvier 2015, l'organisme a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260 "Passif au titre des sites contaminés". Ce nouveau chapitre établit des normes sur la

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre des sites contaminés. Un passif au titre des sites contaminés doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la norme sont respectés.

L'adoption de cette norme n'a eu aucun effet sur les états financiers de l'organisme.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	3 044	
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	556 853	387 774
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	866	5 417
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 709 979	1 760 487
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	31 068	151 561
Organismes municipaux	8	55 217	11 134
Autres			
- Droits de mutation	9	9 199	12 234
- Autres	10	443 313	444 434
	11	2 806 495	2 773 041
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	974 179	1 137 951
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	974 179	1 137 951
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____)	(_____)
	27	_____	_____
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30	48 200	43 451
Autres régimes (REER et autres)	31	579	508
Régimes de retraite des élus municipaux	32	12 771	12 266
	33	61 550	56 225

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	1 640 252	1 585 328
Autres	35		
	36	1 640 252	1 585 328

Note

10. Emprunts temporaires

La ville a autorisé et négocié auprès d'une institution financière une marge de crédit de 400 000\$ au taux préférentiel majoré de 1% (3.70% au 31 décembre 2015). Au 31 décembre 2015, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

La ville a également autorisé et négocié auprès d'une institution financière une marge de crédit de 400 000\$ au taux préférentiel majoré de 1% (3.70% au 31 décembre 2015) pour le parc industriel. Au 31 décembre 2015, le solde de cette marge est de 399 028 \$.

La ville a négocié auprès de son institution financière plusieurs marges de crédit autorisées à 1 544 553 \$. Ces dernières portent intérêt au taux préférentiel (2.70% au 31 décembre 2015). Au 31 décembre 2015, les montants utilisés totalisaient 1 121 411 \$. Ces sommes ont été empruntées en attendant le financement permanent de travaux municipaux et d'acquisitions d'immobilisations autorisés par règlements.

Le Conseil intermunicipal de transport du Haut-Saint-Laurent a autorisé et négocié auprès d'une institution financière une marge de crédit de 2 000 000\$. Cette dernière porte intérêt au taux préférentiel (2.85% au 28 février 2016). Au 28 février 2016, le montant maximal permis est de 1 500 000\$ et un montant de 660 000\$ est utilisé, ce qui représente une quote-part de 48 288 \$ pour la ville.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	37	346 774	629 255
Salaires et avantages sociaux	38	175 982	135 365
Dépôts et retenues de garantie	39	20 799	24 631
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Gouv. Québec	43	71 126	139 260
- Organismes municipaux	44	32 245	65 254
- Intérêts courus sur dette L-T	45	45 296	49 363
- Gouv. Canada	46	135	381
-	47		
	48	692 357	1 043 509

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	49	4 020	5 839
Transferts	50	100 189	108 218
Autres			
- Fonds de parcs / terr. jeux	51	15 765	
- Autres	52	38 653	41 519
	53	158 627	155 576

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,45	3,50	2018	2036	54	7 574 700	7 681 700
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	6,90	6,90	2017	2017	60	12 995	20 140
Autres	3,79	4,90	2016	2032	61	81 758	100 132
					62	7 669 453	7 801 972
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(40 746)	(56 421)
					64	7 628 707	7 745 551

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2015				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2016	65	73	531 300	81	8 253	90	17 823	98	557 376
2017	66	74	528 100	82	5 500	91	8 929	99	542 529
2018	67	75	543 300	83		92	7 108	100	550 408
2019	68	76	483 900	84		93	4 309	101	488 209
2020	69	77	477 400	85		94	4 440	102	481 840
2021 et +	70	78	5 010 700	86		95	39 149	103	5 049 849
	71	79	7 574 700	87	13 753	96	81 758	104	7 670 211
Intérêts et frais accessoires				88	(758)			105	(758)
	72	80	7 574 700	89	12 995	97	81 758	106	7 669 453

Note

	2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107	(5 626 133)
Tiers		(6 122 086)
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	
Autres	109	
	110	(5 626 133)
		(6 122 086)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	6 660 155	139		166		193	6 660 155
Eaux usées	112	11 328 783	140		167		194	11 328 783
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	3 508 523	141		168		195	3 508 523
Autres	114	1 074 108	142		169		196	1 074 108
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	1 028 066	144	5 264	171		198	1 033 330
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118	1 652 237	146	5 183	173	19 979	200	1 637 441
Ameublement et équipement de bureau	119	102 627	147	30 833	174	50 136	201	83 324
Machinerie, outillage et équipement divers	120	537 681	148	16 939	175	67 715	202	486 905
Terrains	121	914 983	149		176		203	914 983
Autres	122	750	150		177		204	750
	123	<u>26 807 913</u>	151	<u>58 219</u>	178	<u>137 830</u>	205	<u>26 728 302</u>
Immobilisations en cours	124	344 612	152	18 192	179		206	362 804
	125	<u>27 152 525</u>	153	<u>76 411</u>	180	<u>137 830</u>	207	<u>27 091 106</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	4 067 046	154	166 023	181		208	4 233 069
Eaux usées	127	4 271 088	155	281 551	182		209	4 552 639
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	568 230	156	89 013	183		210	657 243
Autres	129	512 114	157	38 830	184		211	550 944
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	541 734	159	19 614	186		213	561 348
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133	655 734	161	85 558	188	19 979	215	721 313
Ameublement et équipement de bureau	134	84 806	162	9 062	189	48 393	216	45 475
Machinerie, outillage et équipement divers	135	303 531	163	38 974	190	40 347	217	302 158
Autres	136	750	164		191		218	750
	137	<u>11 005 033</u>	165	<u>728 625</u>	192	<u>108 719</u>	219	<u>11 624 939</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>16 147 492</u>					220	<u>15 466 167</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221	35 731	224		226		228	35 731
Amortissement cumulé	222	(11 027)	225	(3 573)	227	()	229	(14 600)
Valeur comptable nette	223	<u>24 704</u>					230	<u>21 131</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231		
Immeubles industriels municipaux	232	5 107 210	4 936 549
Autres	233	22 887	39 154
	234	5 130 097	4 975 703
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235	1 640 252	1 585 328
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	3 489 845	3 390 375

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	237	5 641	13 002
Frais reportés			
-	238		
-	239		
	240	5 641	13 002

Note**18. Obligations contractuelles**

Au cours de l'exercice 2015 et des exercices antérieurs, la ville a accordé les contrats à long terme et/ou engagements de crédit suivants:

Les Habitations des Tisserandes

Contribution financière pour cinq (5) ans, à compter d'octobre 2014 soit la date d'entrée des locataires pour le salaire d'un intervenant à raison de 23 heures par semaine jusqu'à concurrence de 25 000 \$. De plus, une contribution financière sous forme de crédit de taxes a été accordée à l'organisme pour une période de quarante (40) ans jusqu'à un montant maximum de 45 000 \$ par année. Enfin, la ville assumera 10 % du coût du supplément au loyer jusqu'en septembre 2019. Les coûts annuels totaux estimés des contributions financières à l'organisme sont les suivants :

2016	2017	2018	2019	2020 à 2053	2054
81 000\$	81 000\$	81 000\$	56 000\$	45 000\$	33 750\$

Réception, tri et conditionnement des matières secondaires récupérables

La ville a délégué la compétence du traitement des matières recyclables à la municipalité régionale de comté Le Haut-Saint-Laurent qui a accordé un contrat de trois (3) ans, échéant le 31 décembre 2016, à Rebutis Solides Canadiens Inc. Les coûts annuels totaux estimés pour la ville sont de 14 005 \$ en 2016.

Déneigement des rues municipales

La ville a octroyé un contrat pour la saison hivernale 2015-2016 à Excavation C.A.R. aux coûts annuels de 28 000 \$ en 2016.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

En mars 2013, une entreprise a déposé une demande d'injonction afin d'obliger la ville à effectuer des travaux de décontamination d'un terrain. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, la ville avait mis en oeuvre son plan de réhabilitation du site dans son intégralité. Une demande de report du procès prévu au mois de décembre 2017 a été faite auprès de la Cour supérieure.

d) Autres**Passif environnemental**

À la suite de la cessation définitive des activités de Cleyn & Tinker Inc., la Ville de Huntingdon a procédé à l'acquisition des anciennes usines de textile appartenant à cette entreprise. Les dispositions de la Loi sur la qualité de l'environnement imposent à ceux qui projettent de changer l'utilisation d'un terrain d'effectuer une étude de caractérisation. Or, cette étude a révélé la présence de contaminants dans une section de l'ancienne usine et un avis de contamination a été inscrit au registre foncier contre la propriété en question. Un plan de réhabilitation a été présenté au Ministère du développement durable, de l'Environnement et des Parcs qui en a approuvé le contenu.

En août 2014, la Ville a octroyé un contrat pour la réalisation des travaux de réhabilitation du site. De plus, un règlement d'emprunt ainsi qu'une subvention de ClimatSol ont été autorisés par le gouvernement pour le financement de la dépense. À l'automne 2016, à la demande du ministère, des travaux ont été amorcés afin d'obtenir un complément d'information requis en appui à la demande d'impraticabilité technique présentée par la municipalité. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, les travaux n'étaient pas terminés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

20. Redressement aux exercices antérieurs

La municipalité a modifié rétrospectivement sa méthode de comptabilisation de certains frais payés d'avance puisqu'elle ne respectait pas les critères de constatation d'un actif.

L'application de ce redressement a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants pour l'exercice terminant le 31 décembre 2014:

État des résultats

Charges	(6 239) \$
---------	------------

Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales

Affectations - DCTP	6 239 \$
---------------------	----------

État de la situation financière

Frais payés d'avance	(37 190) \$
----------------------	-------------

Excédent accumulé - DCTP	37 190 \$
--------------------------	-----------

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par l'organisme contrôlé, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	241	9 735
Découvert bancaire	242 (34 197) (
Placements temporaires	243	332 892
<i>Ajouter</i>		220)
-	244	
-	245	
-	246	
-	247	
<i>Déduire</i>		
-	248 () (
-	249 () (
-	250 () (
-	251 () (
-	252 () (
-	253 () (
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)		
à la fin de l'exercice	254	(24 462)
		332 672
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	255	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()	()
	271		
	272		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	276		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278		
Supportant les engagements de prêts	279		
Supportant les garanties de prêts	280		
	281		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	<hr/> 292 <hr/>
---	-----------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	()
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

26 Office municipal d'habitation

La Ville a signé une convention avec la Société d'habitation du Québec et l'Office municipal d'habitation de Huntingdon par laquelle elle a délégué sa compétence en matière de logement et participera financièrement aux déficits d'exploitation des immeubles d'habitation à loyer modique pour personnes à faible revenu selon les modalités de la loi et des règlements de la Société d'habitation du Québec.

27 Sur Les Routes du Saint-Laurent

La ville de Huntingdon a conclu une entente avec l'organisme à but non lucratif « Sur les routes du Saint-Laurent » relativement au transport en commun de personnes handicapées. La quote-part de la Ville de Huntingdon pour l'exercice 2015 s'élève à 6 726 \$ et est incluse dans la charge reliée au transport en commun.

28 Données comparatives

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données des réalisations de 2014 ont été regroupées ou reclassées.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 9 279	(15 774)
Excédent de fonctionnement affecté	2 87 897	32 653
Réserves financières et fonds réservés	3 776	776
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (1 307 034) ((1 412 051)
Financement des investissements en cours	5 (184 705)	(566 512)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 14 769 275	15 417 231
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	13 375 488	13 456 323
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 (7 811)	(15 774)
Organismes contrôlés	10 17 090	11 9 279
	(15 774)	
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Règlement 699-2005	12 22 533	4 165
- Règlement 807-2010	13 55 790	55 515
- Parc Sellar	14 7 796	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 86 119	59 680
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
- C.I.T. Haut-St-Laurent	22 1 778	(42 788)
- Régie Patinoire de Huntingdon	23	15 761
-	24	
	25 1 778	(27 027)
	26 87 897	32 653
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33	
Fonds parcs et terrains de jeux	34	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 776	776
Financement des activités de fonctionnement	38	
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres	41	
-	42	
-	43	
-	44	
	45 776	776
	46 776	776

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	()
Régimes non capitalisés	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes non capitalisés	53 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	()
Autres		
- Indemnité d'expropriation	59 (178 100) ()	(178 100)
-	60 () ()	()
	61 (178 100) ()	(178 100)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 (1 128 934) ()	(1 233 951)
	64 (1 307 034) ()	(1 412 051)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	
Investissements à financer	66 (184 705) ()	(566 512)
	67 (184 705)	(566 512)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 15 466 167	16 147 492
Propriétés destinées à la revente	69 5 130 097	4 975 703
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 20 596 264	21 123 195
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 7 628 707	7 745 551
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 40 746	56 421
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (974 179) ()	(1 137 951)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 (918 300) ()	(1 013 000)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 () ()	()
	79 5 776 974	5 651 021
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80 50 015	54 943
	81 5 826 989	5 705 964
	82 14 769 275	15 417 231

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	60	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de Huntingdon a adhéré au volet à prestations déterminées du Régime de retraite des employés municipaux du Québec (RREM-Q). Étant un régime interemployeurs pour lequel la Ville de Huntingdon n'agit pas à titre de promoteur, sa participation à ce régime doit donc être comptabilisée comme un régime à cotisations déterminées.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91 <u>48 200</u>	<u>43 451</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

Description des régimes et autres renseignements

La Régie intermunicipale de la patinoire de Huntingdon offre à ses employés un REER individuel.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	<u>579</u>	<u>508</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	<u>6</u>	<u>6</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Cotisations des élus au RREM 97	<u>1 941</u>	<u>2 050</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	6 599	6 547
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	<u>6 172</u>	<u>5 719</u>
100	<u>12 771</u>	<u>12 266</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale

Dette à long terme	1	7 609 454
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	184 705
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	190 000
--	---	---------

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
- Financement règlement 876	5	178 100

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	4 165

Débiteurs	8	961 386
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
-	12	

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	7 196 708
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	53 672
--	----	--------

Endettement net à long terme	16	7 250 380
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	197 777
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	7 448 157
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	7 448 157
---	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2015	2015	2015	2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	747 215	752 338	882 663
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	538 226	551 186	353 680
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	1 285 441	1 303 524	1 236 343
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	560 700	610 196	564 823
Égout	11	56 080	56 843	56 342
Traitement des eaux usées	12	284 320	331 769	318 700
Matières résiduelles	13	170 040	170 943	156 741
Autres				
-Recyclage	14	124 260	127 010	125 665
-Police	15	137 340	140 335	138 401
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	10 000	9 237	10 042
Service de la dette	18	16 470	17 384	55 990
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	1 359 210	1 463 717	1 426 704
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	1 359 210	1 463 717	1 426 704
	26	2 644 651	2 767 241	2 663 047

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	70 551	59 918	59 918
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	172 224	137 426	137 426
	35	242 775	197 344	197 344
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	242 775	197 344	197 344
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	7 460	6 723	6 688
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	2 200	2 170	2 200
Taxes d'affaires	43			
	44	9 660	8 893	8 888
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45	22 860	18 662	18 662
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46	3 680	3 620	3 680
	47	26 540	22 282	22 282
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	278 975	228 519	228 519
				257 278

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	10 000		
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54	3 800	500	500
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	24 040	17 437	5 478
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59	720		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		3 543	25 035
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63		4 599	(1 610)
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	40	1 558	2 716
Réseau de distribution de l'eau potable	68	6 960	11 526	4 875
Traitement des eaux usées	69		274	1 156
Réseaux d'égout	70	5 280	10 863	3 930
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	25 000	17 913	21 767
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	61 500		
Tri et conditionnement	73	61 500		
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84	6 900	30 934	8 794
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86		7 095	8 221
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	205 740	98 100	80 862

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			13 594
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			(8 598)
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123	82 669	82 669	23 124
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	82 669	82 669	28 120

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131	165 800	165 875	150 812
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		140 445	94 098
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	165 800	306 320	244 910
TOTAL DES TRANSFERTS	139	371 540	487 089	353 892

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	4 047	4 047	1 292
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	4 047	4 047	1 292
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152	4 492	4 492	
Autres	153			
	154	4 492	4 492	
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	30 000	30 745	29 991
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157	15 300	15 120	15 336
Réseaux d'égout	158	4 400	4 320	4 428
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	49 700	50 185	49 755
Santé et bien-être				
Logement social	168	1 000	927	840
Autres	169			
	170	1 000	927	840
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	50 700	59 651	51 887

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	88 250	93 978	103 874
Sécurité publique	183	1 130	4 619	5 131
Transport				
Réseau routier	184		3 310	3 300
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		12 747	84 175
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	18 040	21 339	24 723
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	780 000	700 607	776 469
Loisirs et culture	193	34 800	44 796	71 157
Réseau d'électricité	194			
	195	922 220	868 649	1 068 829
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	972 920	928 300	1 120 716
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	7 000	10 533	10 355
Droits de mutation immobilière	198	35 000	70 634	41 970
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	42 000	81 167	52 325
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	5 000	7 586	5 956
INTÉRÊTS	203	20 000	16 211	57 744
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(23 808)	(23 808)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		45 000	7 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		4 238	774
Autres contributions	210			
Autres	211	3 000	95 774	32 418
	212	3 000	116 966	40 192

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2015	2014
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	85 363	70 909		70 909	70 909	79 110
Application de la loi	2						
Gestion financière et administrative	3	430 324	449 195	20 668	469 863	469 863	476 359
Greffe	4	107 214	110 914	194	111 108	111 108	110 614
Évaluation	5	39 013	46 206		46 206	46 206	31 615
Gestion du personnel	6		2 087		2 087	2 087	10 423
Autres	7	133 773	131 079		131 079	131 079	346 504
	8	795 687	810 390	20 862	831 252	831 252	1 054 625
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	139 037	139 037		139 037	139 037	136 343
Sécurité incendie	10	188 680	159 185	47 874	207 059	207 059	206 564
Sécurité civile	11	12 870	10 585		10 585	10 585	12 294
Autres	12	10 345	11 823		11 823	11 823	7 640
	13	350 932	320 630	47 874	368 504	368 504	362 841
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	298 856	345 241	110 505	455 746	455 746	415 181
Enlèvement de la neige	15	90 336	83 096	17 791	100 887	100 887	114 364
Éclairage des rues	16	32 500	34 601	14 272	48 873	48 873	48 851
Circulation et stationnement	17	4 500	1 975		1 975	1 975	5 986
Transport collectif							
Transport en commun	18	30 992	23 348		23 348	4 547	259 440
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	457 184	488 261	142 568	630 829	612 028	843 822

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	409 805	377 787	108 416	486 203	500 086
Réseau de distribution de l'eau potable	24	70 578	86 525	64 367	150 892	117 475
Traitement des eaux usées	25	237 592	253 748	235 298	489 046	445 183
Réseaux d'égout	26	32 718	25 200	49 979	75 179	67 005
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	52 263	52 989	5 334	58 323	72 977
Élimination	28	85 000	63 279		63 279	60 287
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	63 000	57 839	12 482	70 321	106 675
Tri et conditionnement	30	62 500	64 713		64 713	44 773
Matières organiques						
Collecte et transport	31	16 163	22 377		22 377	35 277
Traitement	32	6 600	5 446		5 446	5 067
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35	7 097	5 982		5 982	4 376
Autres	36					
Cours d'eau	37	6 100	6 099		6 099	6 393
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	1 049 416	1 021 984	475 876	1 497 860	1 465 574
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	48 218	45 133		45 133	19 366
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	48 218	45 133		45 133	19 366
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	86 870	78 524		78 524	72 880
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	686 965	806 380	1 913	808 293	801 238
Tourisme	49	11 412	11 191		11 191	11 136
Autres	50	20 000				
Autres	51	206	16 472		16 472	7 764
	52	805 453	912 567	1 913	914 480	893 018

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53		36 247		36 247	33 248
Patinoires intérieures et extérieures	54	15 205	15 100		15 100	37 063
Piscines, plages et ports de plaisance	55	37 469	35 394	9 112	44 506	41 323
Parcs et terrains de jeux	56	69 770	62 438	17 369	79 807	85 301
Parcs régionaux	57	3 576				
Expositions et foires	58	2 000	3 213		3 213	2 650
Autres	59	46 400	4 739		4 739	6 000
	60	174 420	157 131	26 481	183 612	205 585
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	3 000				
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	9 944	15 044		15 044	12 593
	66	12 944	15 044		15 044	12 593
	67	187 364	172 175	26 481	198 656	218 178
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	217 057	200 297		200 297	151 681
Autres frais	70		15 674		15 674	9 002
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	500	55 890		55 890	150 317
	73	217 557	271 861		271 861	311 000
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
74	630 161	715 574	(715 574)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la ville de Huntingdon (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Salaberry-de-Valleyfield

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A116447

DATE 2017-05-23

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>2 777 162</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	9 921
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>9 921</u>
Revenus de taxes	11	<u><u>2 767 241</u></u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1		2 767 241
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2		
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3		
Total partiel	4		2 767 241
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	155 222	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	9 237	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		164 459
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11		2 602 782

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	<u>144 972 700</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	<u>146 768 700</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>145 870 700</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>2 602 782</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>145 870 700</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6	1 , 7 8 4 3 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	50 000	9 096	4 741
Usines de traitement de l'eau potable	2	31 480		
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4		9 096	4 741
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6			13 881
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			41 865
Parcs et terrains de jeux	10			192 558
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	50 000		
Édifices communautaires et récréatifs	14		5 264	
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		5 183	(1 539)
Ameublement et équipement de bureau	18		30 833	2 747
Machinerie, outillage et équipement divers	19		16 377	16 422
Terrains	20			178 100
Autres	21			
	22	131 480	70 585	453 516

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		9 096	4 741
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		9 096	4 741
Autres infrastructures	27			248 304
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		52 393	195 730
	34		70 585	453 516

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	7 681 700	400 000	507 000	7 574 700
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	20 140		7 145	12 995
Autres	6	100 132		18 374	81 758
	7	7 801 972	400 000	532 519	7 669 453
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	4 165			4 165
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	329 300		79 739	249 561
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	6 330 556	400 000	289 008	6 441 548
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	6 664 021	400 000	368 747	6 695 274
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 137 951		163 772	974 179
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	1 137 951		163 772	974 179
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	1 137 951		163 772	974 179
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	1 137 951		163 772	974 179
	26	7 801 972	400 000	532 519	7 669 453
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	7 801 972	400 000	532 519	7 669 453

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	38 663	45 817	37 494
Autres	3	57 938	58 265	59 134
Sécurité publique				
Police	4	4 366	4 366	3 063
Sécurité incendie	5	6 389	6 389	5 057
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	16 892	5 166	42 645
Autres	10		(42 197)	
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	10 852	10 852	8 075
Cours d'eau	13	5 875	5 875	6 173
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	25 315	25 314	25 251
Autres	21	206	206	212
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	16 281	16 281	2 188
Activités culturelles	23	9 944	9 944	11 093
Réseau d'électricité				
	24			
	25	192 721	188 475	200 385

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	4,00	36,67	***	***	***
Professionnels	2	2,00	35,00	***	***	***
Cols blancs	3	3,95	35,00	***	***	***
Cols bleus	4	9,17	40,00	***	***	***
Policiers	5			***	***	***
Pompiers	6	0,93	40,00	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			***	***	***
	8	20,05		***	***	***
Élus	9	7,00		52 021	15 396	67 417
	10	27,05		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	1 558				1 558
Réseau de distribution de l'eau potable	13	11 526				11 526
Traitement des eaux usées	14	274				274
Réseaux d'égout	15	10 863				10 863
Autres	16	356 179	82 669		24 020	462 868
	17	380 400	82 669		24 020	487 089

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1		27		53		79		105		131
Évaluation	2	46 206	28		54	46 206	80		106	46 206	132
Autres	3	764 184	29	20 862	55	785 046	81	93 978	107	691 068	133
	4	810 390	30	20 862	56	831 252	82	93 978	108	737 274	134
Sécurité publique											
Police	5	139 037	31		57	139 037	83	630	109	138 407	135
Sécurité incendie	6	159 185	32	47 874	58	207 059	84	8 036	110	199 023	136
Sécurité civile	7	10 585	33		59	10 585	85		111	10 585	137
Autres	8	11 823	34		60	11 823	86		112	11 823	138
	9	320 630	35	47 874	61	368 504	87	8 666	113	359 838	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	345 241	36	110 505	62	455 746	88	3 310	114	452 436	140
Enlèvement de la neige	11	83 096	37	17 791	63	100 887	89		115	100 887	141
Autres	12	36 576	38	14 272	64	50 848	90		116	50 848	142
Transport collectif	13	23 348	39		65	23 348	91	4 492	117	18 856	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	488 261	41	142 568	67	630 829	93	7 802	119	623 027	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	377 787	42	108 416	68	486 203	94	45 160	120	441 043	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	86 525	43	64 367	69	150 892	95		121	150 892	147
Traitement des eaux usées	18	253 748	44	235 298	70	489 046	96	17 262	122	471 784	148
Réseaux d'égout	19	25 200	45	49 979	71	75 179	97	5 932	123	69 247	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	116 268	46	5 334	72	121 602	98	3 170	124	118 432	150
Matières recyclables	21	150 375	47	12 482	73	162 857	99		125	162 857	151
Autres	22	5 982	48		74	5 982	100		126	5 982	152
Cours d'eau	23	6 099	49		75	6 099	101		127	6 099	153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	1 021 984	52	475 876	78	1 497 860	104	71 524	130	1 426 336	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être												
Logement social	157	45 133	172		187	45 133	202		927	217	44 206	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203			218		233
Autres	159		174		189		204			219		234
	160	45 133	175		190	45 133	205		927	220	44 206	235
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	78 524	176		191	78 524	206			221	78 524	236
Rénovation urbaine	162		177		192		207			222		237
Promotion et développement économique	163	817 571	178	1 913	193	819 484	208	700 607	223		118 877	238 90 806
Autres	164	16 472	179		194	16 472	209			224	16 472	239
	165	912 567	180	1 913	195	914 480	210	700 607	225		213 873	240 90 806
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	157 131	181	26 481	196	183 612	211	44 796	226		138 816	241 5 111
Activités culturelles												
Bibliothèques	167		182		197		212		227			242
Autres	168	15 044	183		198	15 044	213		228		15 044	243
	169	172 175	184	26 481	199	198 656	214	44 796	229		153 860	244 5 111
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230			245
	171	3 771 140	186	715 574	201	4 486 714	216	928 300	231		3 558 414	246 271 861

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	70 585	453 346
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	70 585	453 346

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	(15 774)	(844 799)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	(15 774)	(844 799)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	35 935	(117 837)
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		948 000
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(27 972)	(1 138)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	7 963	829 025
Solde à la fin de l'exercice	12	(7 811)	(15 774)
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	59 680	4 432
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		54 377
Solde redressé au début de l'exercice	15	59 680	58 809
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(1 533)	(267)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	27 972	1 138
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	26 439	871
Solde à la fin de l'exercice	22	86 119	59 680
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	776	12 252
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	776	12 252
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26		(11 476)
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		(11 476)
Solde à la fin de l'exercice	31	776	776

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (1 412 051)	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	(37 190)
Solde redressé au début de l'exercice	34 (1 412 051)	(37 190)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40 ()	()
Utilisation du fonds général		
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	(178 100)
	45 ()	(178 100)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 ()	(1 203 000)
	48 ()	(1 381 100)
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49 10 317	6 239
	50 94 700	
	51 105 017	6 239
Solde à la fin de l'exercice		
	52 (1 307 034)	(1 412 051)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53 (566 512)	(1 682 199)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55 (566 512)	(1 682 199)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	56 381 807	1 115 687
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59	
	60 381 807	1 115 687
Solde à la fin de l'exercice		
	61 (184 705)	(566 512)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 15 300 731	16 471 459
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	
Solde redressé au début de l'exercice	64 15 300 731	16 471 459
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	65	
	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 (646 722)	(1 170 728)
Solde à la fin de l'exercice	68 14 654 009	15 300 731

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u> </u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u> </u> 2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u> </u> 3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u> </u> 4	<u> </u>
	5	<u> </u>
Diminution	<u> </u> 6	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u> </u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 776	2	3	4	5 ()	6	7 776
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ()	13	14
	15 776	16	17	18	19 ()	20	21 776

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 4 2 0 0 □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 5 0 0 0 □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 0 , □ 9 5 0 0 □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 0 , □ 9 5 0 0 □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 0 , □ 9 5 0 0 □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ 0 , □ 3 8 0 0 □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	3 5 0 , 0 0 \$
Égout	2	4 0 , 0 0 \$
Eau et égout	3	, \$
Traitement des eaux usées	4	, \$
Matières résiduelles	5	1 3 0 , 0 0 \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Recyclage	95,0000	4	par unité
Exploitation assainissement	160,0000	4	par unité
Eau au compteur	3,0000	7	du 1 000 gallons
Service de la dette - Ancien Combattants	49,5100	3	
Sûreté du Québec	105,0000	4	par unité

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9	42 759 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10	1 743 750 \$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	5 046 \$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	\$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	22 <input checked="" type="checkbox"/>	

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 23, rue King
(no) (rue)
Huntingdon J0S 1H0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 264-5389
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 264-6826
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dg@villehuntingdon.com

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Johanne Hébert

Téléphone (450) 264-5389
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 264-6826
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dg@villehuntingdon.com

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 30, avenue du Centenaire, bureau 125
(no) (rue)
Salaberry-de-Valleyfield J6S 5X4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 373-7202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 373-7277
(ind. rég.) (numéro)

Courriel chantal.moniqui@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Chantal Moniqui, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Johanne Hébert , atteste que le rapport financier consolidé de Huntingdon pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-05-29 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Huntingdon .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Huntingdon consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Huntingdon détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (80 835) \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,7843 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-05-26 09:36:02

Date de transmission au Ministère : 2017/05/30

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Huntingdon

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	4 374 763	4 338 086	4 496 662	126 402	4 562 996
Investissement	2	39 513		136 417		136 417
	3	4 414 276	4 338 086	4 633 079	126 402	4 699 413
Charges	4	5 025 758	4 541 972	4 758 575	81 741	4 780 248
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(611 482)	(203 886)	(125 496)	44 661	(80 835)
Moins : revenus d'investissement	6	(39 513)	()	(136 417)	()	(136 417)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(650 995)	(203 886)	(261 913)	44 661	(217 252)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	726 444	630 161	715 574	13 051	728 625
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	1 203 000			(2 744)	(2 744)
Remboursement de la dette à long terme	10	(240 526)	(394 795)	(367 684)	(3 247)	(370 931)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(398 916)	(31 480)	(119 611)	(5 826)	(125 437)
Excédent (déficit) accumulé	12	(764 396)		(8 784)		(8 784)
Autres éléments de conciliation	13	7 552		78 353		78 353
	14	533 158	203 886	297 848	1 234	299 082
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	(117 837)		35 935	45 895	81 830

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2014	2015	2014
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				Total consolidé
Débiteurs	1	2 710 524	2 693 996	2 806 495
Autres	2	1 910 564	1 640 252	1 649 987
	3	4 621 088	4 334 248	4 456 482
Passifs				
Dette à long terme	4	7 682 306	7 568 709	7 628 707
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			
Autres	6	2 928 082	2 308 258	3 067 796
	7	10 610 388	9 876 967	10 082 615
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(5 989 300)	(5 542 719)	(6 122 086)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	15 927 781	15 253 681	15 466 167
Autres	10	3 428 369	3 530 392	3 535 454
	11	19 356 150	18 784 073	19 001 621
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	(15 774)	(7 811)	9 279
Excédent de fonctionnement affecté	13	59 680	86 119	87 897
Réserves financières et fonds réservés	14	776	776	776
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	15 (1 412 051) (1 307 034) (1 307 034) (
Financement des investissements en cours	16	(566 512)	(184 705)	(184 705)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	17	15 300 731	14 654 009	14 769 275
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	18			
	19	13 366 850	13 241 354	13 375 488

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Règlement 699-2005	20	22 533	4 165
- Règlement 807-2010	21	55 790	55 515
- Parc Sellar	22	7 796	
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
-	28		
	29	86 119	59 680
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
	30	1 778	(27 027)
	31	87 897	32 653
Réserves financières	32		
Fonds réservés	33	776	776
	34	88 673	33 429

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	
Fonctionnement						
Taxes	1	2 663 047	2 644 651	2 767 241	2 767 241	
Compensations tenant lieu de taxes	2	257 278	278 975	228 519	228 519	
Quotes-parts	3					
Transferts	4	300 126	371 540	404 420	414 803	
Services rendus	5	1 004 849	972 920	928 300	976 158	
Autres	6	149 463	70 000	168 182	176 275	
	7	4 374 763	4 338 086	4 496 662	4 562 996	
Investissement						
Taxes	8					
Quotes-parts	9					
Transferts	10	36 718		82 669	82 669	
Autres	11	2 795		53 748	53 748	
	12	39 513		136 417	136 417	
	13	4 414 276	4 338 086	4 633 079	4 699 413	

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	39 013	46 206		46 206	31 615
Autres	2	756 674	764 184	20 862	785 046	1 023 010
Sécurité publique						
Police	3	139 037	139 037		139 037	136 343
Sécurité incendie	4	188 680	159 185	47 874	207 059	206 564
Autres	5	23 215	22 408		22 408	19 934
Transport						
Réseau routier	6	426 192	464 913	142 568	607 481	584 382
Transport collectif	7	30 992	23 348		23 348	259 440
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	750 693	743 260	458 060	1 201 320	1 129 749
Matières résiduelles	10	292 623	272 625	17 816	290 441	329 432
Autres	11	6 100	6 099		6 099	6 393
Santé et bien-être	12	48 218	45 133		45 133	19 366
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	86 870	78 524		78 524	72 880
Promotion et développement économique	14	718 377	817 571	1 913	819 484	812 374
Autres	15	206	16 472		16 472	7 764
Loisirs et culture	16	187 364	172 175	26 481	198 656	218 178
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	217 557	271 861		271 861	311 000
Amortissement des immobilisations	19	630 161	715 574	(715 574)		
	20	4 541 972	4 758 575		4 758 575	5 168 424

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3